

De nouvelles tâches l'attendent et nous le remercions pour l'énorme contribution qu'il a apportée au pays dans le passé et lui souhaitons bonne chance pour l'avenir.

Des voix: Bravo!

L'hon. John W. Bosley (Don Valley-Ouest): Monsieur le Président, la Chambre et vous-même me permettez peut-être de prendre 30 secondes.

La Chambre ignore peut-être, monsieur le Président, qu'il y a eu quelque 32 ou 33 présidents, et presque autant de premiers ministres. Cependant, M. Marleau n'est que le neuvième greffier de la Chambre des communes.

Étant donné que je suis bien placé, comme vous l'êtes, monsieur le Président, pour connaître l'importance du greffier de la Chambre des communes, la Chambre me permettra peut-être d'adresser mes meilleurs voeux à M. Koester, au nouveau greffier, et au nouveau sous-greffier, qui servent et serviront notre institution de façon remarquable.

Des voix: Bravo!

(La motion est adoptée.)

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE LIBRE-ÉCHANGE—LE DOSSIER DE L'AUTOMOBILE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition): Monsieur le Président, le premier ministre cache aux Canadiens le droit de connaître les faits les plus élémentaires concernant les négociations sur le libre-échange. L'attitude du gouvernement n'est pas ouverte, elle est même antidémocratique. Maintenant que le premier ministre, soumis aux pressions de l'Opposition, a demandé aux Canadiens de croire que le Pacte de l'automobile n'est pas en négociation, mais que la question de l'automobile l'est, je veux lui demander quelles questions relatives à l'automobile, non englobées par le Pacte, sont en cours d'examen par les négociateurs canadiens et américains? Le premier ministre va devoir patiner plus vite que Wayne Gretzky et Mario Lemieux pour répondre à cette question!

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, en temps opportun, mais pas aujourd'hui, je vais essayer en temps opportun d'agir comme Gretzky et Lemieux, et je pense que je vais lancer et que je vais compter, en temps opportun . . .

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Merci Michel!

Monsieur le Président, le chef de l'Opposition parle d'une attitude antidémocratique dans le domaine du commerce international, alors que c'est l'inverse, comme le disait hier le premier ministre du Québec, M. Bourassa. Le premier ministre

Questions orales

libéral du Québec affirme que le tout se passe dans la plus grande démocratie. Il est ravi de la position du gouvernement du Canada. Le premier ministre Bourassa déclare que le libre-échange est totalement dans l'intérêt des Québécois et des Canadiens. Je trouve donc étrange de voir une attitude aussi négative de la part du chef de l'Opposition.

En ce qui concerne les questions de l'automobile, on a été informé que les Américains ont l'intention d'en parler et de soulever la question, comme c'est leur droit. Et nous, notre droit et notre obligation, c'est de continuer à défendre, comme nous l'avons fait depuis le début, les intérêts canadiens dans ce dossier.

[Traduction]

LES QUESTIONS NÉGOCIÉES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, voilà une réponse bien vague, mais j'en retiens que le premier ministre a reconnu que les négociations portaient sur le Pacte de l'automobile.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Le premier ministre n'a saisi aucune des occasions que nous lui avons données de répondre par la négative.

M. McDermid: Vous perdez votre temps avec lui.

M. Turner (Vancouver Quadra): Apparemment, le premier ministre laisse les Américains mettre sur le tapis tout ce qui les intéresse et refuser de négocier tout ce qui ne les intéresse pas.

Pourquoi le premier ministre a-t-il laissé les Américains refuser de négocier la politique d'achat de leur gouvernement et pourquoi les a-t-il laissés mettre le Pacte de l'automobile sur le tapis?

Le premier ministre peut-il répondre à cette question et nous expliquer comment il a établi ses priorités pour ces négociations?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, chacun sait que le chef du parti libéral est contre un accord de libre-échange avec les États-Unis.

Chacun sait également que notre parti et notre gouvernement sont pour. Nous essayons d'obtenir un meilleur accès au marché américain et de conclure un accord de libre échange avec les États-Unis qui nous sera profitable. Tout le monde le sait.

En temps voulu, les Canadiens décideront si le chef de l'opposition officielle et le parti libéral ont eu raison d'adopter cette attitude ou si celle du gouvernement n'était pas préférable.

Mme Copps: Déclenchez des élections.

M. Mulroney: Hier, le premier ministre libéral du Québec, M. Bourassa, a déclaré ceci en faveur du libre-échange: